

## Étudier les structures politiques de l'accumulation : approches et concepts

9 février 2018

Sciences Po Bordeaux

Le capitalisme est un mode d'organisation dans lequel les activités de production et de distribution sont appuyées sur un régime de propriété privée, engageant des rapports monétaires et permettent une accumulation individuelle du capital. Dans les travaux canoniques, l'accumulation est expliquée par une extorsion de la plus-value et une reproduction élargie du capital (Marx, 2006 [1867]) ou mise en rapport avec un règlement des conduites et une organisation méthodique du processus productif (Weber, 2008 [1905] ; 2014 [1921]). L'accent est toujours placé sur la quête incessante du profit : il est possible d'affirmer que le capitaliste – à la différence du thésauriseur – est mu par « le mouvement sans trêve du gain, comme acte de gagner » (Marx, 2006 [1867], 173) ; l'entreprise capitaliste peut aussi être caractérisée par la possession d'un « compte de capital », à la fois produit d'un mouvement général de « rationalisation » et instrument d'un « calcul économique » orienté vers l'accumulation (Weber, 1991 [1923], 295-6)<sup>1</sup>. Le capitalisme implique dans tous les cas une structuration politique – autrement dit un pouvoir inégalement distribué permettant de délimiter les questions et les problèmes légitimes – qui appellent une prise en charge par des politiques publiques. Dans un système capitaliste, les rapports de force politiques ne viennent pas *étayer* ou *guider* les activités économiques ; ils les *instituent* et les *structurent* intégralement (Palermo, 2007).

Par un coup de force symbolique, l'économie néo-classique a imposé la représentation de deux logiques dissociées : l'argument fondateur est que le marché tend à un équilibre général en l'absence de toute interférence politique. Le questionnement est concentré sur l'économie de marché – autrement dit sur l'appariement d'une offre et d'une demande dans une situation de libre fixation des prix ; les logiques d'accumulation ne sont plus prises en compte. Cette orientation est néanmoins brouillée par des textes normatifs qui continuent de mobiliser le terme « capitalisme » (Friedman 2009 [1962] ; Rand, 1986 [1967]).

Il est permis de considérer que la séparation formelle (et non substantielle) des ordres politique et économique conditionne l'accumulation du capital : le capitalisme se développe précisément dans la mesure où il est perçu comme le produit de logiques économiques autonomes, plus ou moins soutenues ou encadrées par des mesures politiques extérieures (Wood, 1981). La question centrale est alors de mettre au jour, dans des situations historiques particulières, les rapports de force qui contribuent à imposer ce principe de vision et de division. Il s'agit en d'autre terme de caractériser un processus – éminemment politique – de dépolitisation de l'économie.

Les travaux disponibles ne s'engagent guère dans cette voie. Certains visent à rendre compte du capitalisme mais ne placent pas l'accumulation au cœur de leur réflexion ; d'autres se concentrent sur cette dernière question mais ne prennent pas en compte les rapports de force politiques constitutifs du capitalisme. Quelques pistes peuvent être explorées pour remédier à ces difficultés.

---

<sup>1</sup> Au prix de quelques adaptations, et malgré quelques jugements contraires (Cordonnier, 2006), ces clés de lecture peuvent servir à étudier les développements du capitalisme financier (ou du capitalisme financiarisé) (Lapavitsas, 2009 ; Gane, 2012).

## Étudier le capitalisme sans considérer l'accumulation ?

Si des sociologues et des politistes ont aujourd'hui recours au terme « capitalisme »<sup>1</sup>, leur questionnement ne porte pas directement sur la quête incessante de profit ni sur les mécanismes qui permettent l'accumulation du capital.

Les sociologues des marchés tendent à se concentrer sur les équipements nécessaires au calcul économique (Callon, 2013 ; Callon, Latour, 2017) ou sur la coordination sociale des choix individuels en situation d'incertitude (Nee, Swedberg, 2007). L'objectif est alors d'apporter de nouvelles réponses aux questions posées par l'économie néo-classique – ce qui détourne largement d'un travail sur l'accumulation.

La sociologie de la critique et l'économie des conventions comportent également un angle mort. La perpétuation et les évolutions du capitalisme y sont expliquées par une capacité à absorber les critiques et à développer de nouveaux régimes de justification. Dans cette optique, la « critique artiste » amène à développer un « capitalisme connexionniste » qui met l'accent sur les projets individuels, l'auto-organisation et la capacité à développer des réseaux (Chiapello, Boltanski, 1999). L'éclairage est par ailleurs porté sur les « processus d'enrichissement », autrement dit sur « les opérations dont les choses font l'objet en vue d'en accroître la valeur et d'en augmenter le prix » (Boltanski, Esquerre, 2014, p. 14). Une rupture est marquée avec la théorie classique de la valeur – autrement dit avec le raisonnement qui met l'accent sur la quantité de travail nécessaire à la production d'une marchandise. L'alternative proposée consiste à considérer que la valeur est déterminée au terme d'ajustements et en appui sur des « formes conventionnelles ». Le capitalisme se développe dans la mesure même où il est ouvert à la critique – autrement dit à la contestation des valeurs établies. Il transforme chaque individu en marchand, enjoint à attribuer une valeur (et un prix) à chaque chose (Boltanski, Esquerre, 2017, p. 110). Ce schéma intègre la possibilité que certains tirent avantage des jeux de formes mis au jour et d'autres non, mais il ne permet guère de caractériser des mécanismes d'accumulation.

Les tenants de la sociologie économique néo-institutionnaliste prétendent parfois analyser les fondements du capitalisme, mais ils restent concentrés sur la question de la coopération et de la coordination des acteurs (Fligstein, 1996 ; 2001). Ils cherchent à mettre au jour des « champs d'action stratégique » (*strategic action fields*) dans lesquels chacun agit en prenant les autres en considération. Tous les acteurs impliqués sont alors supposés participer à un « travail cognitif collaboratif » (*collaborative meaning making*) qui leur permet de sécuriser leur environnement (Fligstein, McAdam, 2012). Une fois encore, les processus d'accumulation du capital sont maintenus dans l'ombre.

Les politistes qui se réclament du néo-institutionnalisme historique ne remédient guère au problème. L'ouvrage coordonné par Peter Hall et David Soskice (2001) forme le socle d'un courant de recherches structuré dont le propos consiste à distinguer des « variétés de capitalisme » (Hancké, Rhodes et Thatcher, 2007 ; Hall et Thelen, 2009 ; Jackson et Deeg, 2012). Par-delà quelques nuances, les auteurs qui retiennent cette perspective partagent les mêmes postulats : des interactions spontanées débouchent selon eux sur des solutions d'équilibre qui se transforment rapidement en institutions et qui se consolident au fil du temps. Une logique de « complémentarité institutionnelle » est supposée expliquer cette évolution : le capitalisme se développe lorsque des règles et des normes formées dans différents registres sont entièrement solidaires ; il ne repose pas sur un processus d'accumulation.

## Étudier l'accumulation sans considérer les rapports de force politiques ?

Parmi les économistes mêmes, des repositionnements sont observés dans le but d'opposer une parade à l'approche néo-classique et de replacer au cœur de l'analyse la question de l'accumulation.

---

<sup>1</sup> En témoignent les études bibliométriques de Robert Boyer (2007) et de Wolfgang Streeck (2010).

Des auteurs post-keynesiens s'illustrent dans ce registre. Mais ils en arrivent eux-mêmes à considérer une logique autonome de production et d'échange : leurs réflexions portent sur les rapports entre taux d'intérêt et taux d'accumulation du capital ; la monnaie, le crédit et l'épargne sont étudiés sans être rapportés à des rapports de force politiques (Kalecki, 1954 ; Robinson, 1972 [1956] ; Kaldor, 1961).

Les mêmes difficultés peuvent être relevées chez les auteurs qui prétendent retravailler les thèses de Marx en s'écartant des lectures en termes de « capitalisme monopoliste » (Baran, Sweezy, 1970) ou de « capitalisme monopoliste d'Etat » (Collectif, 1971) et en s'inspirant plutôt des réflexions engagées par Rosa Luxemburg. La problématique est alors formulée dans les termes suivants : pour échapper au problème de la sous-consommation, une extension du marché capitaliste est nécessaire ; des classes sociales qui ne sont pas encore engagées dans des relations de production capitalistes doivent être mobilisées ; il s'agit d'y puiser une nouvelle main d'œuvre bon marché, de façon à rémunérer davantage celle qui a été constituée de plus longue date, à lui permettre de consommer les marchandises produites et à amorcer un nouveau cycle d'accumulation (Luxemburg, 1967 [1913], chapitre 27). Immanuel Wallerstein prolonge cette analyse. Il n'est guère pertinent selon lui d'étudier l'accumulation du capital dans des espaces nationaux dissociés. L'appropriation de la plus-value s'opère au bénéfice que quelques « Etats centraux » (*core States*) et au détriment de périphéries. Les premiers sont fortement dotés en capital (*capital intensive*), ce qui leur permet de garantir des salaires relativement élevés et de bénéficier de technologies avancées ; les secondes abritent une main d'œuvre abondante et bon marché (*labor intensive*) (Wallerstein, 1974). Des reformulations ultérieures conduisent à caractériser une « accumulation dépendante » (Frank, Amin, 1978) ou une « accumulation par dépossession » (Harvey, 2010 [2003]). L'éclairage n'est jamais porté sur des luttes politiques qui auraient pour enjeu des principes de vision et de division constitutifs du capitalisme.

Dans un registre différent, des auteurs cherchent à mettre en évidence l'émergence d'un « capitalisme cognitif », défini comme « un système d'accumulation dans lequel la valeur productive du travail immatériel et intellectuel devient prédominante » (Vercellone, 2014, 432). Sur cette base, la valeur d'une marchandise n'est pas indexée à la quantité de travail nécessaire à sa production mais à la somme des connaissances mobilisées par les travailleurs. Ces connaissances ne sont rien d'autre que des « savoirs sociaux » collectivement formés et acquis dans le cadre d'interactions nombreuses, au-delà même des sites de production. Pour entretenir une dynamique d'accumulation, les capitalistes s'attachent à les privatiser – notamment par le dépôt de brevets et par le développement de titres financiers (Vercellone, 2008). En conséquence, le capital déborde la seule sphère de la production et peut être cherché dans toutes les « formes de vie » (Hardt, Negri, 2004). Si les évolutions décrites présentent bien une dimension politique, il est difficile d'y percevoir des rapports de force nettement structurés et clairement localisés.

### **Étudier les rapports de force politiques constitutifs du capitalisme ?**

Quelques auteurs prétendent établir un rapport entre les mécanismes d'accumulation du capital et des structures politiques délimitées. Ils ne vont pas jusqu'à considérer que les deux registres sont consubstantiels ; leurs travaux mettent plutôt l'accent sur un encadrement politique de dynamiques économiques autonomes. Dans ses premières formulations, la théorie de la régulation marque ainsi une différence entre une dynamique d'accumulation proprement économique et des mesures politiques externes qui peuvent la soutenir (Aglietta, 1997 [1976] ; Boyer, 1986). La démarche consiste à combiner des variables telles que la distribution du pouvoir (horizontale ou verticale) et le consentement aux mécanismes de redistribution. Les comparaisons effectuées permettent d'observer que l'« activité marchande » est plus ou moins « encadrée dans des institutions politiques » ; des « forces politiques » peuvent ici ou là compenser les effets des « forces économiques » en imposant des règles de solidarité (Boyer et Hollingsworth, 1997, 435-37 ; voir aussi Boyer, 2015). La même orientation peut être relevée dans les recherches menées par les

auteurs qui se concentrent sur les « structures sociales de l'accumulation ». L'éclairage est alors porté sur les équilibres institutionnels observés au cours des cycles de croissance : le « processus d'accumulation du capital » est strictement limité aux « activités génératrices de profit que développent les capitalistes » ; il est simplement canalisé par un « ordre institutionnel » politiquement négocié (Gordon, Weisskopf, Bowles, 1996, p. 228 ; voir aussi Kotz, 1994).

Wolfgang Streeck analyse pour sa part le démantèlement du « capitalisme démocratique » formé dans l'après-guerre et dans le cadre duquel les profits réalisés, soumis à des prélèvements obligatoires, permettaient de financer pour partie des politiques sociales (Streeck, 2015 [2013]). En écho au travail de Thomas Piketty (2013), il met en évidence la forme spécifique que prend l'accumulation à partir des années 1970, lorsqu'une « révolte du capital » est engagée – lorsque les détenteurs des capitaux cherchent en d'autres termes à se soustraire aux contreparties fiscales jusqu'alors imposées. Ces travaux posent des repères utiles, mais ils présentent un caractère macroscopique et ne permettent pas d'apprécier des variations sectorielles. Les rapports de force politiques qui produisent et reproduisent l'accumulation y sont par ailleurs exposés de manière très panoramique. Ils sont envisagés comme la simple expression d'alliances de classes spontanément formées<sup>1</sup>. Les développements récents des sciences sociales du politique ne sont guère pris en considération. Sont notamment ignorées les propositions qui permettent d'appréhender les rapports de force de politiques comme des conflits de valeurs arrimés à des systèmes de positions –ou comme des luttes symboliques structurées et structurantes.

À la lumière de ces observations, la journée d'études programmée vise à remettre sur le métier la question des structures politiques de l'accumulation. Pour engager une réflexion collective, **deux axes** sont proposés.

1) **Questionner les lectures communes de l'accumulation.** Les contributeurs et contributrices sont invités à passer au crible les travaux disponibles et à évaluer la possibilité d'y réintroduire une analyse des rapports de force politiques constitutifs du capitalisme.

2) **Développer des lectures alternatives de l'accumulation.** Des communications pourront être consacrées au réexamen de notions largement utilisées dans les sciences sociales du politique (instruments, dispositifs, référentiels, arènes/forums, secteurs, champs, etc.), et aux éclairages qu'elles permettent de porter sur les structures politiques de l'accumulation.

Les communications pourront s'inscrire dans l'un ou l'autre de ces axes. Les approches discutées et les concepts mobilisés devront être exposés de façon pédagogique, de façon à offrir des points d'appui à de nouvelles analyses.

Les propositions de communication (d'une longueur de 500 à 600 mots) doivent être adressées à Matthieu Ansaloni ([matthieuansaloni@yahoo.fr](mailto:matthieuansaloni@yahoo.fr)) et Antoine Roger ([a.roger@sciencespobordeaux.fr](mailto:a.roger@sciencespobordeaux.fr)) pour le **lundi 4 décembre 2017**. Le programme de la journée d'études sera arrêté le mercredi 13 décembre.

## Références citées

AGLIETTA Michel [1997 (1976)], *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis*, Paris, Odile Jacob

AMABLE Bruno (2017), *Structural crisis and institutional change in modern capitalism. French capitalism in transition*, Oxford, Oxford University Press

---

<sup>1</sup> Dans un registre voisin voir : Amable et Palombarini, 2017 ; Amable, 2017.

AMABLE Bruno, Stefano PALOMBARINI (2017), *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir

BARAN Paul, SWEEZY Paul (1970 [1966]), *Le Capitalisme monopoliste: un essai sur la société industrielle américaine*, Paris, Maspero

BOLTANSKI Boltanski, CHIAPPELLO Eve (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard

BOLTANSKI Luc, ESQUERRE Arnaud (2014), « La 'collection', une forme neuve du capitalisme. La mise en valeur économique du passé et ses effets », *Les Temps Modernes*, n°679, p. 5-72

BOLTANSKI, Luc et ESQUERRE (2017), Arnaud. *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard

BOYER Robert (2007), "Capitalism strikes back. Why and what consequences for social sciences?", *Revue de la régulation*, n° 1

BOYER Robert (2015), *Economie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La découverte

BOYER Robert (1986), *Théorie de la régulation. Une analyse critique*, Paris, La Découverte

CALLON Michel (2013), "Qu'est-ce qu'un agencement marchand?" in Michel CALLON (ed.), *Sociologie des agencements marchands*, Paris, Presse des Mines, p. 325-440

CALLON Michel, LATOUR Bruno (1997), « 'Tu ne calculeras pas!' Ou comment symétriser le don et le capital », *Revue du MAUSS semestrielle*, vol. 9, p. 45-70

Collectif (1971), *Le capitalisme monopoliste d'État, traité marxiste d'économie politique*, Paris, Editions sociales

CORDONNIER Laurent (2006), Le profit sans l'accumulation: la recette du capitalisme gouverné par la finance. *Innovations*, n° 1, p. 79-108

FLIGSTEIN Neil (1996), "Markets as politics: a political-cultural approach to market institutions", *American sociological review*, 61 (4), p. 656-673

FLIGSTEIN Neil (2001), *The Architecture of Markets. An Economic Sociology of Twenty-First-Century Capitalist Societies*, Princeton, Princeton University Press

FLIGSTEIN Neil, McADAM Doug (2012), *A Theory of Fields*, Oxford, Oxford University Press

FRANK André Gunder, AMIN Samir (1978), *L'accumulation dépendante*, Paris, Anthropos

FRIEDMAN Milton 2009 (1962), *Capitalism and freedom*, Chicago, University of Chicago Press

GANE Nicholas (2012), *Max Weber and contemporary capitalism*, Dordrecht, Springer

GORDON David, WEISSKOPF Thomas E., BOWLES Samuel (1996) "Power, Accumulation and Crisis: The Rise and Demise of the Postwar Social Structure of Accumulation," in LIPPIT Victor D. (ed.), *Radical Political Economy: Explorations in Alternative Economic Analysis*, Armonk, M.E. Sharpe, p. 226-244

HALL Peter A., SOSKICE David (eds.) (2001), "An Introduction to Varieties of Capitalism", in HALL Peter, SOSKICE David (ed.), *Varieties of capitalism: The institutional foundations of comparative advantage*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 1-71

HALL Peter, THELEN Kathleen (2009), "Institutional change in varieties of capitalism", *Socio-Economic Review*, 7(1), p. 7-34

HANCKE Bob, RHODES Martin, THATCHER Mark (eds.) (2007), *Beyond Varieties of Capitalism: Conflict, Contradictions, and Complementarities in the European Economy*, Oxford, Oxford University Press

HARDT Michael, NEGRI Antonio (2004), *Multitude*, Paris, La découverte

HARVEY David (2010[2003]), *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires

HOLLINGSWORTH J. Rogers, BOYER Robert (1997), *Contemporary capitalism: The embeddedness of institutions*. Cambridge, Cambridge University Press

JACKSON Gregory, DEEG Richard (2012), "The long-term trajectories of institutional change in European capitalism", *Journal of European public policy*, 19(8), p. 1109-1125

- KALDOR Nicholas (1961), "Capital accumulation and economic growth", in LUTZ Friedrich, HAGUE Douglas (eds.), *The Theory of Capital*, Londres, Macmillan, p. 177-222
- KALECKI Michal (1954), *Theory of Economic Dynamics*, Londres, George Allen
- KOTZ David (1994), "Interpreting the Social Structure of Accumulation Theory", in KOTZ David, McDONOUGH Terrence, REICH Michael (eds.), *Social Structures of Accumulation: The Political Economy of Growth and Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 50-71.
- LAPAVITSAS Costas (2009), "Financialised capitalism: Crisis and financial expropriation", *Historical Materialism*, 17(2), p. 114-148
- LUXEMBURG Rosa (1967 [1913]), *L'Accumulation du capital* (Tome 2), Paris, Maspero
- MARX Karl (2006 [1867]), *Le Capital* (Livre 1), Paris, PUF
- NEE Victor, SWEDBERG Richard (2007), *On Capitalism*, Stanford, Stanford University Press
- PALERMO Giulio (2007), "The ontology of economic power in capitalism: mainstream economics and Marx", *Cambridge Journal of Economics*, 31(4), p. 539-56
- PIKETTY Thomas (2013), *Le Capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil
- RAND Ayn (1986 [1967]), *Capitalism. The Unknown Ideal*, Londres, Penguin
- ROBINSON Joan (1976[1956]), *L'accumulation du capital*, Paris, Dunod
- STREECK Wolfgang (2010), "E pluribus unum ? Varieties and commonalities of capitalism", *MPIFG discussion papers*, 10/12
- STREECK Wolfgang (2015 [2013]), *Le temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard
- VERCELLONE Carlo (2008), « La thèse du capitalisme cognitif : une mise en perspective historique et théorique », in COLLETIS Gabriel, PAULRE Bernard. (dir.), *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs, temps*, Paris, Economica, p. 71-95
- VERCELLONE Carlo (2014), "From the Mass-Worker To Cognitive Labour: Historical and Theoretical Considerations", in VAN DER LINDEN Marcel, ROTH Karl Heinz, HENNINGER Max (eds.), *Beyond Marx. Theorising the Global Labour Relations of the Twenty-First Century*, Chicago, Haymarket
- WALLERSTEIN Immanuel (1974), *The modern World-System, Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the Sixteenth Century*, New York, Academic Press
- WEBER Max (1991 [1923]), *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard
- WEBER Max (2008 [1905]), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Champ-Flammarion
- WEBER Max (2014 [1921]), *La ville*, Paris, La découverte,
- WOOD Ellen Meiksins (1981), "The separation of the economic and political in capitalism", *New Left Review*, n° 127